

M. Arnold Hart, président de la Banque de Montréal, directeur de nombreuses compagnies parmi les plus importantes du Canada, recommandait, dans un article paru dans *La Presse* du 26 janvier 1971, de renoncer à l'abondance pour payer le prix de la pollution et nous conseillait de ne pas adopter de lois malvenues. Et tous les députés sont d'accord avec lui pour dire qu'il faut se serrer la ceinture au sein de l'abondance, quand on ne sait pas quoi faire de cette abondance, quand on a le moyen de verser des allocations d'assurance-chômage près des deux tiers de la population, aux dépens de ceux qui travaillent, sans toucher pourtant à ceux qui accumulent des millions sur le dos des travailleurs, qui payent pour ceux qui ne travaillent pas.

Malgré tout cela, nous avons réussi, en 1970, à capitaliser un surplus de l'ordre de 34 milliards. Cependant, il existe des matériaux pour régler le problème de la pollution. Il n'en manque pas. Personne, ici, ne craint de manquer de matériaux pour régler le problème de la pollution.

Le gouvernement n'a pas d'ingénieurs ou ne dispose pas de la technique voulue pour régler ce problème, mais tous les députés ont peur de ne pas avoir les moyens financiers de le faire.

S'il est physiquement possible de bâtir un pays, d'accumuler des surplus, il est certainement facile et physiquement possible de financer l'économie, quand celle-ci est prospère et quand l'abondance existe partout. On fait des mises à pied, parce qu'il existe trop de produits. On en accumule même des quantités énormes.

Il nous faut donc assumer nos responsabilités. La création d'un nouveau ministère, qui disposera de peu d'argent ne réglera pas le problème. On sera obligé d'augmenter les taxes et les impôts, de créer de nouveaux embêtements aux citoyens. On leur dira: Payez davantage, videz vos poches; vous n'en avez déjà pas assez, il vous en manque déjà trop. Quant à nous, nous continuerons à y piger. Il arrivera ce qu'on voudra: le problème de la pollution continuera à exister. On deviendra tellement pollué qu'on sera écrasé par la pollution.

• (9.10 p.m.)

Récemment, M. G. Arnold Hart disait, et je cite:

Tous, nous créons de la pollution, et tous, nous devons en payer le coût, soit en acceptant des prix et des impôts plus élevés, soit en nous privant de certains biens qui nous semblent commodes, soit en tolérant le chômage, causé par la fermeture d'entreprises incapables de se plier à des normes nouvelles.

Qu'exigera le nouveau ministère pour régler le problème de la pollution? On sera obligé de fermer peut-être 25 ou 30 p. 100 des industries actuelles, afin de régler le problème de la pollution.

Les moyens qu'on propose sont des suggestions de pauvreté, de famine et de misère. Tout est pollué à l'extrême. Voilà le principal problème auquel il faut s'attaquer.

Il y a assez longtemps que ça sent mauvais dans notre pays, dans nos ministères; mettons un peu de parfum là-dedans et permettons aux Canadiens de respirer librement l'air pur, l'abondance et un peu plus de bien-être, dans un pays qui regorge de richesses, où l'on dispose de tout ce qu'il faut pour organiser une économie saine, une production abondante et assainir nos eaux.

D'abord, il faut assainir nos esprits déjà pollués, qui veulent rester dans leur pollution. Certaines personnes

ont le nez dans le fumier et trouvent que ça sent bon. Quant à moi, je n'estime pas que ça sent bon. Je suis incapable de m'y habituer.

Comme d'autres députés ont étudié les aspects techniques de la pollution, je me dispenserai d'en traiter, mais je voudrais demander au gouvernement de mettre de côté la politique visant à créer de nombreux ministères qui sont incapables de régler quoi que ce soit.

Le gouvernement n'a qu'une seule chose à faire, savoir mettre le système financier à la portée des provinces et des municipalités. Il faut laisser ces dernières assumer leurs responsabilités. Le gouvernement doit s'occuper de la finance et laisser faire le reste. Les ministères ne font rien à ce sujet, parce que les municipalités et les provinces sont capables d'assumer pleinement et entièrement leurs responsabilités. Elles savent ce qu'elles veulent et où elles vont, mais elles n'ont pas d'argent. Il appartient au gouvernement fédéral de donner aux provinces et aux municipalités les outils nécessaires pour qu'elles fassent le «job». Comme le disait Churchill, durant la dernière guerre: «Donnez-nous les outils et nous ferons le «job»! Il faut donner les outils aux provinces et aux municipalités, et elles feront le «job». Le gouvernement ne doit pas s'occuper du reste.

M. Albert Béchard (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, est-ce que je pourrais poser une question à l'honorable député?

M. l'Orateur: L'honorable député peut poser une question à l'honorable député de Compton (M. Latulippe) avant qu'il reprenne son siège, si l'honorable député de Compton est prêt à accepter une question.

M. Latulippe: Oui, monsieur le président.

M. l'Orateur: L'honorable député de Bonaventure.

M. Béchard: L'honorable député disait tout à l'heure que tout le monde savait à quel point la pollution existait et que tout le monde savait ceci et cela et que c'était au gouvernement qu'il incombait d'intervenir. Il terminait son discours par ces mots: Donnez-nous les outils et nous ferons le travail.

L'honorable député sait-il que depuis quelque temps la Société centrale d'hypothèques et de logement aide grandement aux municipalités à combattre la pollution, en consentant des prêts pour la construction d'usines d'épuration des eaux et prête actuellement encore des montants assez substantiels, et que les municipalités le reconnaissent?

M. Latulippe: Je le sais depuis longtemps, mais si les mesures avaient été adéquates, la pollution serait enrayée, du moins en partie. Mais la situation est pire qu'elle ne l'a jamais été. Ce n'est pas en prêtant de l'argent aux municipalités à 8, 10 ou 12 p. 100 qu'on va régler le problème. Plus les taux d'intérêt seront élevés plus on créera d'embêtements aux municipalités. Plus on va les endetter, et plus il sera difficile de s'en sortir. Au fait, on s'enlène de plus en plus.

[Traduction]

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec une grande attention et beaucoup d'intérêt...